



Il s'agit d'une déclaration commune des responsables des Forces de sécurité faite à l'endroit des membres des corps diplomatiques présents, ce Mercredi 28 Novembre 2012 au Palais d'Etat de Mahazoarivo.



DECLARATION DES RESPONSABLES DES FORCES DE SECURITE



[CLIQUEZ ICI POUR LA VIDEO](#)

Dans le cadre de l'opération TANDROKA, il n'y a jamais eu de massacre ni de génocide dans le sud de Madagascar et les actions entreprises par les Forces de sécurité malgaches y sont légales et légitimes.

En faisant sa déclaration publique du 20 novembre 2012, monsieur Christian MUKOSA de l'Amnesty International n'a jamais été dans le sud de Madagascar pour voir de visu ce qui s'est passé et entendre les témoignages des habitants locaux. Durant son séjour au pays, il était tout le temps dans la Capitale et a seulement recueilli des témoignages à objectif politique faits par des individus qui n'ont jamais été dans le sud de Madagascar depuis le début du déclenchement de l'opération de sécurisation jusqu'à ce jour.

Par contre, ce qui va être présenté, résulte de témoignages et de constats sur place. De toute façon, la culture malgache considère la vie précieuse et les éléments de Forces de sécurité malgaches sont formatés pour assurer l'exécution des lois et règlements afin de protéger les personnes et les biens comme il est prescrit dans le décret 63-253 du 09 mai 1963. De ce fait, les Forces de sécurité malgaches ne sont pas comme ceux de certains pays qui n'hésitent pas à tirer avec des armes de guerre sur des manifestants pour en tuer plus d'une trentaine d'un seul coup.

L'opération de sécurisation déclenchée dans le sud de Madagascar depuis le 13 septembre 2012, est nécessaire pour mettre fin aux attaques en masse par des centaines de malfaiteurs munis d'armes à feu. Ces malfaiteurs s'amènent aussi avec des gris-gris qui les rendraient invulnérables aux balles et les habitants ainsi que certains éléments de Forces de sécurité locaux y ont cru.

Ces derniers qui sont intervenus avant l'opération de sécurisation ont subi de lourdes pertes lors des accrochages dont particulièrement 10 décédés à IABOHAZO FARITR'ALA EKOLITA,

commune MAROVITSIKA district de BEFOTAKA le 09 juin 2012 et 07 décédés à BEKOJOY ANTANIMATY, commune ISOANALA, district de BETROKA, le 07 septembre 2012.

Ce phénomène ne s'est jamais produit auparavant. Il en a découlé un exode massif des habitants après les pillages et meurtres sans nécessité commis par les malfaiteurs et un blocage du processus de l'organisation des élections, une solution à la crise que Madagascar a vécue depuis presque 4 ans.

Après accord des autorités responsables, les Forces de sécurité sont aussi intervenues pour éviter une continuation d'affrontements entre les habitants en leur absence, comme tel est le cas dans le district de TAOLAGNARO où il y a eu 129 morts en 02 jours dont 35 malfaiteurs à MAHANDRAZANA FENOANDALANA commune ELITA et 67 autres à BESEVA, commune FENOARIVO le 31 août 2012 ; 27 malfaiteurs et 01 membre de fokonolona et 08 blessés parmi ces derniers, dans la commune EMANOBO, le 03 septembre 2012. L'objectif de l'intervention est de rétablir la paix et la sécurité dans la zone.

La stratégie des Forces de sécurité est de faire un coup d'arrêt aux attaques en masse des malfaiteurs, ensuite rassurer la population locale par une présence sécurisante des éléments de Forces de l'ordre et l'amener à contribuer pour instaurer une paix durable. Dans les ordres écrits donnés, il est prescrit de rester dans le cadre des lois et règlements en vigueur et de respecter le Droit international humanitaire. De ce fait, les responsables des Forces de sécurité n'hésitent pas à prendre des mesures disciplinaires et pénales à l'encontre de leurs hommes qui sont défailants comme tel est le cas d'un lieutenant-colonel de gendarmerie placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Betroka actuellement.

Cette intervention des Forces de sécurité malgaches est légitime à cause des appels de détresse des habitants locaux, du nombre important de malgaches décédés, d'un risque d'extension du phénomène dans d'autres régions et d'un risque de blocage de l'organisation des prochaines élections qui va mettre fin à la crise actuelle, une profonde aspiration du peuple malgache.

Elle est légale parce qu'elle entre dans le cadre des missions des Forces de sécurité prévues par les lois et règlements en vigueur et même des sommations au moyen de mégaphone ont été faites avant une action pour avoir une reddition des malfaiteurs. Particulièrement, l'engagement d'éléments mixtes de l'armée, de la police et de la gendarmerie est prévu par le décret 84-056 du 09 février 1984.

L'intervention des Forces de sécurité malgaches est légale et légitime parce qu'elle a permis de détruire des centaines d'hectares de cultures et des milliers de kilogrammes de cannabis, de réduire le nombre de malgaches décédés et celui de bœufs volés ; d'augmenter le taux de récupération des bœufs volés, d'arrêter les attaques en masse des malfaiteurs et de réduire leur capacité de nuisance. Elle a permis aussi un retour des habitants dans leur village, un retour progressif à la normale de leur vie au quotidien et un regain de confiance des habitants et des Forces de sécurité locales.

Durant l'opération de sécurisation, au vu du nombre 79 des malfaiteurs arrêtés et présentés au Tribunal, par rapport à celui de 40 décédés, les Forces de sécurité ne se sont pas adonnées à des massacres comme il est insinué.

A ANTANANARIVO, le 28 novembre 2012.





Photos: Harilala RANDRIANARISON